Musée, nation, patrimoine (1789-1815).

Claude Mazauric

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/930>

DOI : 10.4000/ahrf.930

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1999

Pagination : 556-558

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claude Mazauric, « Musée, nation, patrimoine (1789-1815). », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 317 | juillet-septembre 1999, mis en ligne le 21 avril 2004, consulté le 23 avril 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/930> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.930>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Musée, nation, patrimoine (1789-1815).

Claude Mazauric

RÉFÉRENCE

Dominique POULOT, *Musée, nation, patrimoine (1789-1815)*, Paris, Gallimard, 1997, col. «Bibliothèque des histoires», 406 pp.

- 1 Comment insérer le concept de «patrimoine» et l'invention du «musée» dont la configuration d'ensemble d'une histoire culturelle largement entendue et dans l'espace chronologique d'institution de l'État-nation comme structure fondatrice d'une modernité conquérante? Tel était, m'a-t-il semblé, le projet de l'auteur de ce bel essai qui reprend sur de nouvelles bases les termes d'un débat classique qui avait déjà rebondi en 1975 dans l'ouvrage collectif de De Certeau, Julia et Revel, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, paru dans la même collection. Le livre que nous propose ici Dominique Poulot est la mise à disposition d'un plus large public du cœur de sa thèse de doctorat «Le passé en révolution. Essai sur les origines du patrimoine et la formation des musées, 1774-1830 » (5 vol.), soutenue à l'université de Paris-I en 1989. Au regard des débats actuels relatifs à la «politique du patrimoine » (notion, institution, financement, usages, etc.), on mesurera toute l'importance des questions, distanciées certes de l'actualité mais assurément principielles, traitées au cours de cet essai brillant et fortement étayé. Contre ceux qui tiennent le patrimoine comme un ensemble clos d'objets dignes d'être conservés à l'identique pour être transmis dans leur intégrité à la postérité – telle était la conception de Taine – l'auteur nous donne à voir et à penser que le patrimoine n'est pas qu'un héritage entretenu venu du passé mais une construction, édifiée au présent dès l'origine, c'est-à-dire instituée dans une configuration historique qui englobe une culture, une visée politique, des idéologies: rien moins donc que l'effet singulier de l'action de quelques individus plus ou moins éclairés. L'invention muséale («le musée, un idéal révolutionnaire», p. 133) exprime à son tour une conception de la valeur patrimoniale

des œuvres qui ne s'inscrit pas dans un champ étroit mais traduit des ambitions, des projets, dont la force fut précisément de s'inscrire délibérément dans toute une histoire corrélative: celle de l'émancipation de la nation et de la construction de l'État national comme instrument au service du progrès des civilisations: la notion de «progrès» est donc ici essentielle (cf. ch. III). En conformité avec l'enseignement des Lumières, l'effort de mettre au musée les immenses richesses du patrimoine artistique, impliquait l'engagement de la nation, l'appropriation nationale des œuvres (ch.V), sa responsabilité et celle de l'État qui l'incarne, mais en retour l'État national en retirerait outre la gloire, cette légitimité durable que confère l'histoire, matérialisée à travers la masse des œuvres accumulées (ch.VII). Cette conception progressiste du mouvement de l'histoire (cf. Condorcet) dont le musée aura pour fonction d'illustrer le cours en montrant la linéarité conquérante, ne pouvait que s'articuler au modèle national en épousant la délimitation du temps selon le mode d'un découpage chronologique rigoureux fondé sur la reconnaissance de la date des œuvres qui seule permettait de distinguer l'avant et l'après, c'est-à-dire de saisir la dynamique du progrès et favoriser l'émulation. Quant à vouloir situer spatialement les œuvres conservées, il suffisait pour ce faire de se fonder sur la pratique de classer, inventorier et conserver, peu à peu mise au point dès la fin du XVIII^e siècle contre l'idée baroque de constituer des «cabinets de curiosités». L'auteur nous avait montré tout cela, de Gaignières – mort en 1715 comme Louis XIV – à d'Angiviller dans les années 1770, avec beaucoup de discursivité et en marquant soigneusement les étapes, tout au long de la première partie de son livre («Le sens de l'héritage et l'âge de la critique»).

- 2 Évidemment, trier, classer, ordonnancer, exposer et rendre public, supposaient de choisir, donc de détruire (ou de laisser à l'abandon): ici est abordée la fameuse question du «vandalisme révolutionnaire» dont des dizaines d'auteurs et bien des colloques (Clermont-Ferrand 1988, Actes parus chez Universitas, 1992) avaient déjà traité. Dominique Poulot en reprend l'historiographie et nous propose dans la seconde partie de son ouvrage, une synthèse solide et convaincante. Il nous montre que le projet d'instituer une pédagogie nationale a constamment soutenu et en même temps, l'entreprise de destruction plus ou moins symbolique et l'effort de conservation plus ou moins systématique, lesquels se sont peu à peu imposés en même temps que se mettait en place la procédure de conservation et de classement, conçue sous la responsabilité et sous le regard des institutions publiques. «L'obsession pédagogique» d'un Chaptal (cf. pp.248-251) résume en quelque sorte ce qui fut l'expérience cumulée de tous ceux qui l'ont précédé depuis 1790. En sorte qu'à la différence de l'iconoclasme protestant des années 1560 étudié par Olivier Christin (Éd. Minuit, 1991), nous assistons ici, avec «l'iconoclasme révolutionnaire» à la pointe acérée d'un processus de laïcisation dénué de toute «haine» de l'image, processus mis au service d'une conception utilitariste de l'héritage matérialisé par les œuvres et les bâtiments. *A parte*, j'ajouterai que nous avons reçu la preuve qu'à Rouen, sans cet effort de laïcisation, beaucoup d'églises devenues bâtiments publics, aujourd'hui «patrimonialisés», auraient disparu pour laisser place à des reconstructions de type urbanistique, commercial ou édilitaire, bien plus «iconoclastes» que ne l'était leur désacralisation, au demeurant admise par presque tous!
- 3 *Quid* alors du musée dès lors qu'on lui assigne une utilité dans la formation du nouvel esprit civique, lequel doit à son tour contribuer à former l'esprit public? Conserver à Paris (au Louvre) l'essentiel des objets du patrimoine? En diffuser les richesses

présentes et à venir, dans tous les départements? Au-delà du célèbre débat Roland/Le Brun de 1792-1793, se profila la nécessité vite reconnue de baliser tout l'espace national à l'intérieur des «barrières» reculées, c'est-à-dire résultant de la fin des privilèges et coutumes des provinces et cela conduisit à la construction d'un espace culturel national unifié. Le 1er septembre 1801, sera donc établi un véritable maillage muséal du territoire qui, malgré bien des aléas, des difficultés et grâce aux relances – notamment sous le ministère de Guizot (cf. les travaux du regretté Pierre Angrand) – a survécu presque jusqu'à nous.

- 4 Défenseur de l'institution du musée, Alexandre Lenoir n'a eu de cesse de combattre ceux qui, à l'instar de Quatremère de Quincy (cf. *Culture and Revolution*, colloque de l'université du Maryland de 1987, actes parus en 1989, College Park), ne voyaient que stérilité et incongruité dans le déplacement hors de leur territoire et de leur environnement daté, des œuvres de l'art: une Égypte en plein cœur de Paris? Quatremère ne pouvait imaginer la signification nationale de l'érection d'un obélisque dans la capitale française geste qui reproduisait pourtant, mais dans un contexte radicalement différent, le choix édilitaire des papes de Rome à la fin du xvie siècle! Donc c'est Lenoir qui l'emporta durablement. Dominique Poulot s'attarde à juste titre sur l'action de Lenoir, détaille ses projets, son itinéraire. Classer les œuvres selon les époques en les datant, favoriser la déambulation selon un itinéraire balisé d'un lieu à l'autre, s'éduquer en comparant, s'instruire en commentant, s'ouvrir largement au public (et non aux seuls amateurs «éclairés»), n'était-ce pas une manière nouvelle de former un nouvel état d'esprit, de produire une sensibilité neuve? Ainsi contribuerait-on à la *régénération* d'un peuple, mieux encore puisque le modèle était destiné à faire école, à la régénération d'une humanité trop longtemps séparée d'elle-même: mettre la mort au service des vivants (Annie Jourdan, *Les monuments de la Révolution française*, 1997, cf. pp. 124-130). Ainsi le musée prend-il valeur d'instrument d'émancipation. Une telle conception a-t-elle ouvert la voie à la manière contemporaine de concevoir le patrimoine? Décléricalisé et mis au service d'une didactique plus ou moins explicite, l'usage de patrimoine a pour vocation de s'ouvrir à tous: il est donc potentiellement égalitaire et théoriquement démocratique, mais, ajouterai-je, dans la mesure où ceux qui sont détenteurs d'un capital culturel de valeurs symboliques sont en réalité les seuls à pouvoir s'emparer de ce qu'il peut apporter de «distinction», le système tend à pérenniser la démocratie des promesses et l'oligarchie des moyens d'en jouir. Le livre de Poulot est de ceux qui font penser.
- 5 Notes érudites abondantes et explicites reflétant un usage apparemment exhaustif de la bibliographie, démonstration forte et argumentée: voici un livre qui compte. À l'évidence, sa parution s'inscrit dans le champ en pleine expansion de l'histoire culturelle mais, comme historiens de la Révolution française, ce qu'il nous dit nous importe au premier chef car sans faire de 1789 le commencement de tout, il sait nous montrer avec pertinence la discontinuité fondatrice de la Révolution et la réorientation qu'elle introduit dans l'histoire de la culture. Édouard Pommier (*L'art de la liberté. Doctrines et débats de la Révolution française*, même collection, 1995) Gérard Monnier (*L'art et ses institutions en France, de la Révolution à nos jours*, Folio-Histoire, 1995), eux aussi avaient abordé cette question mais Dominique Poulot nous en explicite avec profondeur et finesse toutes les données, c'est pourquoi il faut souhaiter que son ouvrage s'inscrive au catalogue de toutes les bibliothèques.